

els se mobilisent con



Le croissant musulman, l'étoile de David et la croix forment le graffiti « Coexist » sur un mur de HLM, à Sarcelles (Val-d'Oise).

À Sarcelles, l'islamisme a

JEAN CHICHIZOLA

À SARCELLES, la scène est devenue presque quotidienne. Devant l'école Jean-Jaurès, avenue du Maréchal Koenig, les parents d'élèves sont invités à converser avec des fidèles venus de la mosquée voisine, contrôlée par des salafistes. À l'ombre du père du socialisme français et du héros de la France libre, quelques tréteaux sont même parfois installés. Au menu des discussions, la religion mais aussi des offres de service (soutien scolaire, aide matérielle...). Dans cette Sarcelles longtemps connue pour ses communautés juive (« La Petite Jérusalem » traumatisée par une émeute antisémite en 2014 et l'agression de trois jeunes Juifs depuis janvier),

chrétienne chaldéenne et pour son islam divers venu du Maghreb, d'Afrique noire ou d'Asie du Sud, les discussions de l'avenue Koenig témoignent d'une activité accrue des tenants de l'islam radical.

Pendant longtemps, la ville a été plutôt à l'abri d'un islamisme qui gagnait les alentours. Jusqu'aux années 2012-2013, quand des radicaux venus de Seine-Saint-Denis sont apparus à Goussainville, à Garges-lès-Gonesse puis à Sarcelles. « Avant il n'y avait pas de "barbus", remarque un habitant, il y avait des musulmans. » La stratégie suivie par les radicaux est des plus classiques : entrisme dans les mosquées, politique tournée vers la jeunesse, investissement des champs associatifs et politiques. Un beau jour, un groupe radical issu de la communauté

finale

turque de Goussainville a loué un local commercial, l'endroit est devenu une ville : des barres de béton. Des musulmans pas à dénoncer, ils cherchent à adapter leur nouveau lieu. Ils ont tenté de fermer les règles de l'urbanisme, puis de faire de la capitale mosquée. « Ils ont tenté de faire de son secrétaire général, ils ont voulu nous repousser, mais ils ne savent pas ce qu'ils font ».

ent contre le commun



e a finalement réussi à s'implanter,

pour son islam
l'Afrique noire
ssions de l'ave
d'une activité
n radical.
ille a été plutôt
qui gagnait les
ées 2012-2013,
nus de Seine
a Goussainville,
is à Sarcelles.
e «barbus», re
vait des musul
ie par les radi
ques : entrisme
ue tournée vers
ent des champs
n beau jour, un
a communauté

turque de Goussainville arrive ainsi pour louer un local dans le quartier Chantepie. Situé à deux pas d'un grand centre commercial, l'endroit ressemble au reste de la ville : des barres d'immeubles sans âme. Des musulmans du quartier ne tardent pas à dénoncer ces nouveaux venus qui cherchent à attirer leurs enfants dans leur nouveau lieu de prière. Le site est finalement fermé pour non-respect des règles de l'urbanisme. Le groupe cherche ensuite à faire de l'entrisme dans la principale mosquée de la ville, Foi et Unicité. « Ils ont tenté un coup de force, explique son secrétaire général, Hammadi Kadouri, ils ont même squatté mais nous les avons repoussés. Aujourd'hui, nous assistons encore à des coups tordus mais les gens le savent : nous ne sommes pas sala-

fistes. Nous sommes très vigilants et nous n'hésitons pas à licencier ceux qui dérapent. » Une récente affaire démontre d'ailleurs qu'il est parfois difficile d'éviter de tels dérapages. Ayant ouvert il y a trois ans une école coranique sauvage dans un

« Avant il n'y avait pas de «barbus», il y avait des musulmans »

UN HABITANT

appartement de la ville, un jeune radicalisé avait été prié de rejoindre les locaux de la mosquée, pour être mieux surveillé par la communauté. L'homme vient d'être condamné à douze mois de prison

pour avoir fra
12 ans à la coiff
les règles coran

Après deux é
se sont quant
dans le quartie
ils attirent 50
100 à 150 pen
300 à 400 fid
1 500 le vendre

La jeunesse e
tisée par la mo
vrier, dans un
aux marges de
confessionnell
l'autre au statu
création d'asse
ves « indépen
conseils des éc

munautarisme



SERGE ATTAL / ONLYFRANCE.FR, FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

La synagogue de Sarcelles.

inter, malgré la vigilance des habitants

pour avoir frappé et rasé un élève de 12 ans à la coiffure (teinte) « interdite par les règles coraniques ».

Après deux échecs, les vrais « barbus » se sont quant à eux finalement installés dans le quartier de l'école Jean Jaurès où ils attirent 50 à 60 fidèles chaque jour, 100 à 150 pendant le ramadan (contre 300 à 400 fidèles pour Foi et Unité, 1 500 le vendredi).

La jeunesse est particulièrement courtisée par la mouvance. La rue de l'Escouvrier, dans une triste zone industrielle aux marges de la ville, abrite deux écoles confessionnelles, l'une hors contrat, l'autre au statut incertain. Sans oublier la création d'associations de parents d'élèves « indépendants » qui intègrent les conseils des écoles publics. Très actives,

on y compte nombre de mamans voilées. Un autre acteur, l'association « le Complexe éducatif européen », prônant le soutien scolaire, est également apparu. Fort soigné, son site Internet se garde de tout prosélytisme mais des femmes, dont des enseignantes, y sont voilées, parfois des pieds à la tête (sans aller jusqu'au niqab). Et sur les réseaux sociaux, son directeur semble beaucoup s'intéresser au « sionisme » et aux pays du Golfe. La MJC locale accuse en outre ce « Complexe éducatif » d'avoir tenté en 2016 une prise de contrôle, ratée, en usant de méthodes musclées.

Dans la continuité de cette montée en puissance, 2017 fut enfin l'apparition au grand jour d'un islam politique avec la candidature aux législatives du candidat

« indépendant » Samy Debah qui, soutenu de facto par La France insoumise, a été battu au second tour. Tout en étant majoritaire dans sa ville de Garges les Gonesse, ce qui annonce d'autres combats. Se revendiquant comme un candidat comme les autres, Samy Debah est surtout le fondateur du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF, lire page 4). Et, selon son adversaire victorieux, François Pupponi, bête noire des islamistes et de l'extrême gauche, il a bien été soutenu par l'ensemble de la mouvance islamiste. Pour le député socialiste et ancien maire de Sarcelles, « nous assistons aux prémices d'une implantation, assumée, identifiée par tous et par les services de renseignement. Mais l'État ne fait rien pour éviter la catastrophe annoncée ». ■